

ÉLECTIONS ONTARIENNES DE 2022

# Analyse des engagements des partis politiques en matière d'éducation postsecondaire

OCUFA

Ontario Confederation of University Faculty Associations  
Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario

Des universités publiques **pour tous** • De bons emplois **pour tous** • Un avenir meilleur **pour l'Ontario**

Autorisé par l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario.

## Survol des engagements reflétant les priorités de l'OCUFA

Priorités électorales de l'OCUFA	NPDO	PLO	OPC	PVO
Supprimer les contraintes salariales imposées par le projet de loi 124.	✓	✓	✗	✓
Réformer le libellé de la LNE afin d'inclure un salaire égal pour un travail de valeur équivalente pour les travailleurs, y compris les professeurs contractuels.	✓	✓	✗	✓
Augmenter le financement des universités pour assurer le renouvellement du corps professoral.	✓	✓	✗	✓
Supprimer le modèle de financement accordé en fonction du rendement pour les universités de l'Ontario.	✓	✗	✗	✓
Augmenter de manière sérieuse les subventions de fonctionnement des universités.	✓	✓	✓	✓
Augmenter de manière sérieuse les subventions des universités du Nord et bilingues.	✓	✓	✗	✗
Augmenter le financement réservé, particulièrement pour les programmes et les mesures de soutien autochtones.	✓	✓	✓	✓
Accroître le financement pour la recherche.	✓	✓	✓	✓
Augmenter le RAFFEO et éliminer les compressions.	✓	✓	✗	✓
Fournir des bourses, pas des prêts.	✓	✓	✗	✓

## Examen par l'OCUFA des programmes des partis

---

Au cours de la campagne électorale de l'Ontario, chacun des grands partis, dont le Nouveau Parti démocratique (DPDO), le Parti libéral (PLO), le Progressive Conservative Party (OPC), et le Parti vert (PVO), a présenté sa vision pour l'avenir de la province par l'intermédiaire de son programme électoral et d'annonces au cours de sa campagne.

L'OCUFA a examiné la vision et les engagements de chaque parti pour le secteur de l'éducation postsecondaire et la façon dont ceux-ci se mesurent aux priorités de l'OCUFA. Cette analyse est fondée sur les programmes électoraux publiés des partis, sur l'établissement des coûts et sur leurs réponses au sondage de l'OCUFA sur le programme électoral des partis politiques. Afin d'évaluer les répercussions de ce que propose chaque parti pour les professeurs des universités et pour les bibliothécaires universitaires, ainsi que pour le secteur de l'éducation postsecondaire dans son ensemble, l'OCUFA a créé une série de critères pour l'évaluation en fonction de nos priorités. Le programme idéal pour l'éducation postsecondaire serait le suivant :

- ▶ Augmenter les investissements dans les fonds de fonctionnement de base pour les universités ontariennes afin de soutenir la qualité de la recherche et de l'éducation;
- ▶ Abroger les contraintes salariales imposées par le projet de loi 124;
- ▶ Réformer le libellé de la Loi sur les normes d'emploi (LNE) afin d'inclure un salaire égal pour un travail de valeur équivalente pour tous les travailleurs de la province, y compris les professeurs contractuels, à l'aide d'un système de calcul au prorata;
- ▶ S'engager à une stratégie de renouvellement du corps professoral qui soutient la qualité de l'éducation par l'embauche d'un plus grand nombre de professeurs à plein temps, par le remplacement des professeurs qui prennent leur retraite, et par la création de possibilités pour les professeurs contractuels d'obtenir des postes à plein temps et sûrs;
- ▶ S'engager à supprimer le modèle de financement accordé en fonction du rendement pour les universités de l'Ontario;
- ▶ Augmenter de manière importante les subventions pour les établissements du Nord et bilingues en reconnaissance de l'importance de leur mandat et des défis particuliers auxquels ils font face.
- ▶ Mettre en œuvre une hausse du financement réservé, particulièrement pour les programmes et les mesures de soutien autochtones.
- ▶ Augmenter le financement pour la recherche dans le cadre de l'enveloppe de financement pour la recherche; et
- ▶ Améliorer l'accès à l'éducation postsecondaire pour les étudiants de tous les milieux socioéconomiques en augmentant le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) et en remplaçant les prêts par des bourses.

## Équité pour les professeurs contractuels

---

L'embauche de professeurs à plein temps stagne dans les universités de l'Ontario, alors que la dépendance à l'égard des professeurs contractuels augmente à un rythme alarmant. Plutôt que de servir de mesure temporaire pour faire face aux augmentations importantes des inscriptions au début des années 2000, le recours aux professeurs contractuels est devenu une stratégie bien établie pour réduire les coûts dans les universités de l'Ontario. Il est largement reconnu que les professeurs contractuels sont moins bien rémunérés que leurs collègues à plein temps pour un travail de valeur fsurreprésentés dans les postes contractuels, ce qui fait de la justice pour les professeurs contractuels une question d'équité. L'OCUFA s'oppose depuis longtemps à l'utilisation systémique de la main-d'œuvre précaire, en particulier des professeurs et des bibliothécaires universitaires contractuels, dans les universités de l'Ontario et demande au gouvernement provincial de faire preuve de leadership dans ce domaine.

### NPDO

Le NPD de l'Ontario s'est engagé à présenter une mesure législative qui modifierait la Loi sur les normes d'emploi afin d'assurer un salaire égal pour un travail de valeur équivalente. Dans sa réponse à l'OCUFA, le parti a fait particulièrement remarquer qu'il « s'assurerait que les professeurs contractuels obtiennent le même salaire, les mêmes protections et les mêmes avantages sociaux que leurs collègues titularisés pour les cours qu'ils donnent ». Le NPDO s'est également engagé à supprimer les contraintes salariales dans le secteur public en abrogeant le projet de loi 124.

Le programme du NPDO inclut également une mention concernant le renouvellement du corps professoral. Le parti a communiqué à l'OCUFA qu'il envisageait l'introduction d'une stratégie de renouvellement du corps professoral afin d'augmenter l'embauche de professeurs dans des postes menant à la permanence et le remplacement des professeurs titularisés.

### PLO

Dans son programme, le Parti libéral de l'Ontario s'engage également à abroger le projet de loi 124 et à rétablir les dispositions de la parité salariale en vertu de la LNE afin d'assurer la parité salariale pour tous, sans égards au genre, à la race, ou à la situation d'emploi. Dans sa réponse au sondage de l'OCUFA, le parti s'est explicitement engagé à soutenir les établissements postsecondaires dans la création de postes à plein temps, stables et financés en permanence, mais n'a pas inclus d'autres détails sur la forme que prendrait ce soutien.

### OPC

Jusqu'à maintenant, l'Ontario PC n'a pas publié de programme électoral ni d'engagements chiffrés pendant la période électorale. Il n'a pas non plus pris d'engagements durant la campagne concernant l'éducation postsecondaire ni n'a répondu au sondage de l'OCUFA sur le programme électoral des partis.

## **PVO**

Le programme électoral du Parti vert de l'Ontario inclut des promesses d'abroger le projet de loi 124 et d'introduire des dispositions en vue d'un salaire égal pour un travail de valeur équivalente. Plus particulièrement, dans sa communication à l'OCUFA, il s'est engagé à « assurer des normes du travail et des conditions de travail constantes et équitables pour tous les professeurs, y compris les professeurs contractuels, de sorte que les personnes reçoivent un salaire égal pour un travail de valeur équivalente ».

## Financement des universités

---

Un financement public solide pour les universités s'impose afin de soutenir l'excellence dans l'enseignement et la recherche, et une éducation postsecondaire accessible aux Ontariens de divers milieux. Sur une base par étudiant, le financement public en Ontario poursuit une tendance à la baisse depuis qu'il a atteint un sommet en 2008-2009. Depuis, le financement par étudiant continue de diminuer. Sur une base par étudiant, les fonds de fonctionnement des universités ontariennes sont inférieurs de 40 % à la moyenne du reste du Canada et le financement de la recherche parrainée par la province est inférieur de 55 %.

L'OCUFA défend depuis longtemps le financement public accordé en fonction des inscriptions pour les universités, ainsi que des subventions spéciales pour les universités ayant des missions ou objectifs particuliers. Au cours des dernières années, l'OCUFA s'est également opposée avec véhémence aux systèmes de financement accordé en fonction du rendement et aux modèles compétitifs de financement des universités. En outre, l'OCUFA a mis en garde contre la privatisation et la corporatisation croissantes des universités de l'Ontario, lesquelles sont le résultat direct de décennies de sous-financement chronique.

### **NPDO**

Afin de résoudre la crise du financement dans le secteur, le NPD de l'Ontario s'est engagé à lancer une « vérification collaborative et holistique dans le secteur collégial et universitaire ». Le mandat de la vérification sera d'identifier les principaux problèmes dans le secteur et leurs causes fondamentales et d'offrir des recommandations pour leur résolution. La vérification sera effectuée en collaboration avec tous les intervenants du secteur de l'éducation postsecondaire. Bien que le parti n'ait pas fourni de montant précis pour son investissement dans le financement de l'EPS, il estime qu'au minimum, son investissement supplémentaire élèverait le financement de l'Ontario à la moyenne nationale pondérée (un financement supplémentaire estimé à un milliard de dollars par an).

Le NPDO s'est également engagé à éliminer le modèle de financement accordé en fonction du rendement et à adopter les recommandations de l'OCUFA visant à augmenter de 6,5 millions de dollars le financement de la Subvention pour le Nord de l'Ontario et de 12,5 millions de dollars celui de la Subvention pour le bilinguisme. Le parti s'est également engagé à augmenter de 1,5 million de dollars le financement de l'éducation et de la formation des Autochtones conformément à la recommandation de l'OCUFA.

### **PLO**

Le Parti libéral de l'Ontario a communiqué son engagement à investir un milliard de dollars dans l'éducation postsecondaire sur quatre ans, et à augmenter les subventions de fonctionnement pour les universités. Le parti s'est aussi engagé à augmenter à 50 millions de dollars le financement annuel de l'éducation postsecondaire du Nord et des mesures de soutien nécessaires pour l'établissement de l'Université de Sudbury en tant qu'université francophone indépendante.

## **OPC**

Jusqu'à maintenant, l'Ontario PC n'a pas publié de programme électoral ni d'engagements chiffrés pendant la période électorale. Le parti n'a pas non plus pris d'engagements durant la campagne concernant l'éducation postsecondaire ni n'a répondu au sondage de l'OCUFA sur le programme électoral des partis politiques.

## **PVO**

Le Parti vert de l'Ontario s'est engagé à indexer la subvention de fonctionnement de base sur la moyenne nationale pondérée, et à l'augmenter en fonction de l'inflation, et ce, d'année en année. Dans sa communication à l'OCUFA, le parti a chiffré cette augmentation à un financement supplémentaire de 3,7 milliards de dollars sur quatre ans.

Le parti s'est également engagé à éliminer le modèle de financement accordé en fonction du rendement et de revenir au modèle de financement accordé en fonction des inscriptions, ainsi qu'à soutenir l'Université de Sudbury en tant qu'université du Nord dirigée par et pour des francophones.

## **Accessibilité de l'éducation postsecondaire**

---

Depuis des années, l'Ontario a toujours eu les frais de scolarité parmi les plus élevés au Canada pour les étudiants canadiens de premier cycle et des cycles supérieurs, et les frais de scolarité les plus élevés au Canada – et de loin – pour les étudiants internationaux. Pour compenser les faibles niveaux de financement public par étudiant, il a été permis d'augmenter les frais de scolarité au postsecondaire. Depuis 2014-2015, les frais de scolarité représentent plus de la moitié des revenus de fonctionnement des universités de l'Ontario. Le passage continu en Ontario vers un modèle où les étudiants individuels sont financés plutôt que le système dans son ensemble mine la qualité de l'enseignement supérieur, et peut pousser les universités à prendre des mesures à court terme pour réduire les coûts. Cette stratégie dédaigne la planification et les investissements à long terme qui s'imposent pour soutenir les mandats d'éducation et de recherche des universités.

L'OCUFA a critiqué l'augmentation exponentielle des frais de scolarité qu'elle considère comme un obstacle manifeste à l'accès, et laquelle a été encouragée afin de compenser le sous-financement chronique des universités et de l'éducation postsecondaire. L'OCUFA a également mis en garde à maintes reprises contre une dépendance accrue des frais de scolarité des étudiants internationaux, une source de financement peu fiable, comme l'a montré l'incidence soudaine et grave sur les revenus de certains établissements durant la pandémie de COVID 19.

### **NPDO**

Dans son programme, le NPDO s'engage à annuler les compressions du RAFEO effectuées sous le gouvernement Ford. Il s'est également engagé à convertir les prêts étudiants en bourses, ce qui correspond aux priorités de l'OCUFA, et à éliminer tout l'intérêt dû sur les prêts étudiants.

### **PLO**

Le PLO a pris plusieurs engagements dans son programme électoral en ce qui concerne l'accessibilité et l'abordabilité de l'enseignement supérieur. Entre autres, l'engagement à supprimer les compressions du RAFEO effectuées par le gouvernement PC, à éliminer l'intérêt sur les prêts étudiants, et à élargir les critères d'admissibilité au RAFEO. Le programme électoral du parti indique également qu'il « empêchera les coûts des frais de scolarité d'augmenter » grâce à des investissements dans le secteur.

En outre, le plan du PLO promet un programme d'aide financière ciblée qui couvre les frais de scolarité pour les étudiants inscrits aux soins infirmiers, en médecine, en éducation de la petite enfance, et aux programmes de services de soutien à la personne pourvu que les étudiantes conviennent, après l'obtention du diplôme, de travailler pendant un certain temps dans les collectivités éloignées, du Nord et mal desservies.



## **OPC**

Jusqu'à maintenant, l'Ontario PC n'a pas publié de programme électoral ni d'engagements chiffrés pendant la période électorale. Il n'a pas non plus pris d'engagements durant la campagne concernant l'éducation postsecondaire ni n'a répondu au sondage de l'OCUFA sur le programme électoral des partis politiques.

## **PVO**

À l'instar du NPDO et du PLO, le Parti vert a aussi promis de supprimer les compressions du RAFEO. Afin d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur, il s'est également engagé à convertir les prêts en bourses pour les étudiantes dont le revenu est faible ou moyen et à éliminer les frais d'intérêts sur l'endettement étudiant.

## Autres engagements dignes de mention concernant l'éducation postsecondaire

---

### NPDO

- ▶ Inscrire dans la loi le droit des étudiants à s'organiser et à former des associations, des syndicats, des organisations et des clubs.
- ▶ Investir dans les programmes d'enseignement coopératif, les stages et l'apprentissage intégré au travail.
- ▶ Légiférer sur 10 jours permanents de congés rémunérés d'urgence personnelle.
- ▶ Obliger les universités à mettre à jour leurs politiques de signalement de la violence sexuelle afin de répondre aux appels des survivants et des défenseurs et de protéger les survivants contre tout nouveau préjudice.
- ▶ Soutenir la recherche et l'innovation dans les universités, notamment un financement réservé à la recherche sur la « longue COVID ».

### PLO

- ▶ Augmenter les mesures de soutien pour les stages.
- ▶ Légiférer sur 10 congés de maladie rémunérés.
- ▶ Élargir les occasions d'apprendre les langues des Premières Nations et investir deux millions de dollars dans les bibliothèques publiques des Premières Nations.

### OPC

- ▶ Aucun engagement n'a été annoncé.

### PVO

- ▶ Élaborer des normes provinciales, adaptées à la culture, tenant compte des traumatismes et centrées sur les survivants, en matière de violence sexuelle et à caractère sexuel sur les campus postsecondaires.
- ▶ Légiférer sur 10 congés de maladie rémunérés.
- ▶ Rétablir le financement pour le programme d'études autochtones.